



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

OPA/AC.21/6
10 décembre 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS/RUSSE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

UNITÉ DE COORDINATION DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Premier Forum des femmes chefs d'entreprise
Genève, 22 octobre 2001

RAPPORT FINAL

Introduction

L'idée de promouvoir l'entrepreneuriat féminin, en tant qu'orientation stratégique d'action dans le domaine économique, a été adoptée par les États membres lors de la Réunion régionale préparatoire de l'examen en l'an 2000 de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, qui s'est tenue à Genève du 19 au 21 janvier 2000 (E/ECE/RW.2/2000/7).

Dans le but d'aider les États membres à mettre en œuvre des activités destinées à promouvoir l'entrepreneuriat féminin, l'Unité de coordination des activités opérationnelles de la CEE-ONU a organisé le premier Forum CEE-ONU des femmes chefs d'entreprise, qui s'est déroulé le 22 octobre 2001 au Palais des Nations, à Genève. Le Forum a bénéficié des compétences de l'Unité de coordination des activités opérationnelles de la CEE-ONU, en particulier de ses conseillers régionaux, dans ce domaine.

Depuis 1999, plusieurs réunions ont été consacrées à la question de l'entrepreneuriat féminin, notamment la Conférence de Brjuni organisée conjointement par l'OCDE, l'IEC et le Gouvernement croate (1999), et des ateliers sous-régionaux organisés en coopération avec l'IEC et la CEMN (2000-2001).

La Galerie de portraits d'éminentes dirigeantes d'entreprises, créée l'année dernière, réunit les profils de 150 femmes des pays en transition qui ont conduit avec succès leur

entreprise. La plupart des personnes figurant dans la Galerie de portraits se sont rencontrées pour la première fois à l'occasion du premier Forum CEE-ONU des femmes chefs d'entreprise.

En 2000, le Groupe de travail pour le développement de l'industrie et de l'entreprise de la CEE-ONU a décidé de créer une équipe de spécialistes de l'entrepreneuriat féminin, dont la première réunion aura lieu du 12 au 15 février 2002.

Participation

Le Forum a réuni plus de 300 participants venus de 39 pays. Dans leur majorité, les participants étaient des femmes chefs d'entreprise et des représentantes d'associations de femmes d'affaires venues des pays en transition d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale et du Caucase méridional. Ont également participé au Forum des experts et des représentants de gouvernements et d'organisations internationales telles que l'OIT, l'UIT, l'ONUDI et la CNUCED.

Contexte et objectifs du Forum

Les entreprises dirigées par des femmes constituent l'un des éléments les plus dynamiques de l'économie de nombreux États membres de la Commission économique pour l'Europe. Elles créent des emplois et contribuent à la croissance économique. Aux États-Unis, les 8,5 millions d'entreprises appartenant à des femmes représentent plus du tiers du nombre total d'entreprises et emploient un travailleur sur quatre. Au Royaume-Uni, les femmes créent une nouvelle entreprise sur quatre. Ces entreprises jouent également un rôle actif dans le développement du secteur privé en Europe orientale et dans la CEI. En Hongrie, des femmes ont créé plus de 40 % des nouvelles entreprises entre 1990 et 1996, tandis qu'en Pologne, le nombre de femmes travaillant à leur compte, en dehors de l'agriculture, a quadruplé depuis 1985.

Pourtant, l'entrepreneuriat féminin reste un potentiel largement inexploité. Dans de nombreux pays en transition, l'infrastructure nécessaire au développement des PME reste déficiente. De plus, les femmes sont aussi victimes des inégalités entre les sexes engendrées par les conceptions traditionnelles des rôles respectifs de l'homme et de la femme et de la répartition inégale des tâches domestiques.

Le principal objectif du Forum était de créer une plate-forme régionale destinée aux femmes chefs d'entreprise et aux associations de femmes d'affaires, dans le but de parvenir aux résultats suivants:

- Examiner les principales questions et définir les meilleures pratiques;
- Établir de nouveaux contacts professionnels et d'affaires;
- Renforcer et développer les liens entre associations de femmes d'affaires;
- Développer des orientations stratégiques pour des activités et programmes au niveau régional;
- Proposer des recommandations à intégrer aux programmes et activités de la CEE-ONU qui seront mis en oeuvre avec l'ensemble des partenaires intéressés.

Débat thématique

Les trois grands thèmes suivants ont été examinés pendant le Forum: l'expérience personnelle des femmes chefs d'entreprise qui ont réussi, le rôle des réseaux de contacts professionnels et d'affaires entre femmes chefs d'entreprise, et l'accès aux nouvelles technologies et aux marchés (l'annexe I renferme les détails du programme du Forum).

La discussion reposait sur les documents suivants, qui avaient été préparés par le secrétariat de la CEE-ONU: *Note d'information* (OPA/AC.21/1); *Connecting SMEs Owned and Led by Women to the Global Digital Economy: A Proposal for Action* (OPA/AC.21/2); *UNECE Euro-Asian Foundation of Women-Entrepreneurs* (OPA/AC.21/3), *Women-Entrepreneurs of the Year* (OPA/AC.21/4), et *Building Regional Networks Among Women-Entrepreneurs* (OPA/AC/21.5). Tous ces documents peuvent être consultés en anglais et en russe sur le site Web de la CEE-ONU (www.unece.org).

Points communs et diversité des expériences personnelles

Le Forum s'est ouvert par des exposés de femmes chefs d'entreprise ayant réussi, venues de Suisse (horlogerie), de Turquie (produits pharmaceutiques), de Pologne (articles de cuir) et du Kirghizistan (mutuelle de crédit). Les récits de ces femmes ont montré toute l'importance d'une vision claire, d'un engagement sans faille et d'un travail acharné dans la création et le développement d'une entreprise viable. Au-delà des grandes différences de la situation économique d'un pays à l'autre et d'un secteur d'activité à l'autre, l'existence d'inégalités fondées sur le sexe a été soulignée dans tous les cas. Les obstacles sexistes comprennent l'accès limité à l'information, aux réseaux d'affaires et aux garanties commerciales, ainsi que la perception traditionnelle du rôle des femmes et un climat social défavorable.

Les atouts et les handicaps des femmes qui créent leur propre entreprise ont été examinés. Les atouts peuvent se résumer dans des phrases telles que: «Je suis pleine d'énergie», «J'ai un rêve», «Je suis capable de travailler 16 heures par jour», ou encore «Pour moi, la formation est importante». Les handicaps tiennent dans des phrases telles que: «Je suis une femme», «Je n'ai pas d'argent», ou «J'ai plus de 50 ans». Il a toutefois été souligné que le succès exigeait une prise de risques, le plus souvent dans le cadre d'une démarche progressive. Les aspects sociaux propres à l'entrepreneuriat féminin (création d'emplois pour d'autres femmes, bénévolat) ont également été abordés.

Les participants au Forum ont reconnu que la plupart des pays ne disposaient pas des données les plus élémentaires concernant la situation de l'entrepreneuriat féminin.

Rôle des réseaux professionnels et d'affaires

Le rôle des associations de femmes d'affaires et d'autres ONG dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin a été souligné. L'expérience des associations de femmes d'affaires de Croatie, de Géorgie, de Roumanie, de Fédération de Russie, de Slovaquie et de Serbie a été présentée. Il a été souligné que les réseaux facilitaient les contacts et les échanges d'expérience et qu'ils constituaient une source d'encouragement en cas de baisse de l'activité. L'appui qu'ils apportent aux femmes chefs d'entreprise peut prendre les formes suivantes:

- Information et contacts;
- Formation individualisée aux techniques de gestion et de commercialisation;
- Facilitation de l'accès au crédit et aux sources de financement;
- Conseils quant à la façon de surmonter certains obstacles tels que la corruption, la bureaucratie et la criminalité organisée.

Il a également été dit que les associations de femmes d'affaires jouaient un grand rôle dans la promotion de l'accès des femmes à l'autonomie financière et de l'égalité des droits, ainsi que dans l'évolution de la conception traditionnelle du rôle de la femme dans la société. Elles sont donc des acteurs importants de la promotion et de l'instauration de l'égalité entre les sexes dans le contexte d'une économie de marché naissante. Le rôle de ces associations est particulièrement important durant la phase de transition économique, alors que les institutions qui régissent les marchés sont encore en formation, notamment dans le secteur des PME, encore bien souvent délaissé par les décideurs politiques de la plupart des pays en transition.

Malgré une évolution positive, constatée principalement dans les pays d'Europe centrale, les participants au Forum ont estimé que les réseaux étaient encore insuffisamment développés dans un grand nombre de pays. Les réseaux nationaux et sous-régionaux existants doivent être renforcés et développés, de façon à devenir des structures régionales, voire mondiales.

Accès aux nouvelles technologies et aux marchés

Il a été souligné que les nouvelles technologies de l'information et de la communication offraient aux petites entreprises des possibilités et des avantages stratégiques sans précédent. Elles permettent notamment aux entreprises dirigées par des femmes, d'ordinaire plus petites, moins rodées et moins bien implantées que les entreprises dirigées par les hommes, d'accéder plus facilement aux marchés internationaux. L'accès aux technologies de l'information et de la communication et plus particulièrement au commerce électronique a été considéré comme étant un préalable indispensable pour pouvoir bénéficier des effets positifs de la mondialisation. Par exemple, l'Internet est censé ménager aux entreprises:

- Un accès à des bases d'information mondiales;
- Un moyen de communiquer avec les clients et les fournisseurs en tout lieu et en tout temps;
- Un outil de publicité à l'échelle mondiale;
- Un moyen de réaliser des opérations financières en ligne et de réduire ainsi les coûts d'exploitation de l'entreprise.

Des tendances positives, telles que le nombre croissant de femmes connectées à l'Internet aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux, ont été mises en évidence (les femmes représentent plus de la moitié des internautes aux États-Unis). Il a cependant été souligné que tel n'était sans doute pas le cas dans les pays en transition. En effet, les privatisations ont entraîné une redistribution des actifs publics au profit des hommes. Les femmes disposent donc de garanties commerciales insuffisantes pour leur permettre d'obtenir les ressources financières dont elles auraient besoin pour acheter des ordinateurs et autres matériels. Qui plus est,

les femmes disposent de moins de temps pour apprendre et ont très difficilement accès aux outils de formation aux techniques de l'information et de la communication dont elles auraient pourtant besoin pour mettre sur pied ou développer leur entreprise.

Il a été souligné que les femmes de la région de la CEE étaient potentiellement en mesure de s'approprier les avantages économiques des nouvelles technologies. Elles ont un bon niveau d'éducation et sont aussi relativement proches des grands marchés mondiaux. Les participants ont souhaité que les inégalités entre hommes et femmes devant l'accès aux nouvelles technologies fassent l'objet d'une attention accrue, de même que les politiques visant à promouvoir l'égalité entre les sexes, la formation en ligne et le commerce électronique. Il a été proposé que des efforts en la matière soient entrepris par les gouvernements, la CEE-ONU et d'autres organismes internationaux. L'amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication a été considérée comme étant une nécessité particulièrement vitale pour les femmes chefs d'entreprise d'Asie centrale et du Caucase.

Conclusions et actions proposées

Les participants au Forum ont conclu que, malgré une évolution positive, l'entrepreneuriat féminin restait un potentiel largement inexploité. Dans nombre de pays en transition, le contexte général est encore peu favorable au développement des PME. De plus, les femmes demeurent confrontées aux obstacles sexistes découlant de la conception traditionnelle du rôle de la femme dans la société. Les participants ont estimé que les femmes chefs d'entreprise devaient bénéficier d'un appui renforcé aux niveaux national, régional et international. La CEE-ONU a été invitée à élaborer de nouveaux programmes et de nouvelles activités pour remédier à cette situation.

Des mesures entrant dans trois catégories ont été proposées. Elles ont pour objectif: i) de mieux faire connaître le potentiel de l'entrepreneuriat féminin et de promouvoir des modèles positifs eu égard au rôle de la femme; ii) de constituer des réseaux régionaux de femmes chefs d'entreprise; et iii) de développer l'accès des femmes chefs d'entreprise aux moyens électroniques et de promouvoir le commerce électronique entre entreprises dirigées par des femmes au niveau régional.

Mieux faire connaître le potentiel de l'entrepreneuriat féminin

- Poursuivre le développement de la Galerie de portraits d'éminentes dirigeantes d'entreprises;
- Décerner un prix récompensant les éminentes dirigeantes d'entreprises de la région de la CEE suivant cinq catégories.

Constituer des réseaux régionaux

- Créer un réseau en ligne d'associations de femmes d'affaires sur le site Web de la CEE-ONU;
- Organiser le Forum annuel des femmes chefs d'entreprise sur trois journées, en octobre de chaque année.

Développer l'accès des femmes chefs d'entreprise aux moyens électroniques

- Créer un cybermarché régional permettant aux dirigeantes d'entreprises d'échanger des informations, proposer de nouvelles idées et de nouveaux projets, obtenir des informations sur les financements, les foires nationales et internationales, les voyages d'étude et les possibilités de formation;
- Créer des centres d'assistance technique et de formation au commerce électronique, à même de dispenser une formation consacrée à l'Internet en général et au commerce en ligne en particulier;
- Créer une fondation euro-asiatique des femmes chefs d'entreprise dont l'objectif serait de mobiliser les ressources nécessaires au financement de ces activités.

Durant le Forum, deux groupes d'initiative spéciaux ont été constitués: le Groupe d'initiative des pays de la CEI et le Groupe d'initiative des pays du Caucase méridional. Les annexes II et III renferment les déclarations faites par ces deux groupes.

Annexe I**PROGRAMME**

- 08 h 00 - 09 h 00 **Inscription des participants**
- 09 h 00 - 09 h 45 **Café et croissants de bienvenue offerts par le Comité d'ONG sur la condition de la femme (Suisse)**
- SÉANCE D'OUVERTURE**
- 10 h 00 - 10 h 30 **Allocution de bienvenue: Entrepreneuriat féminin et CEE-ONU**
M^{me} Danuta Hübner, Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Secrétaire exécutive (CEE-ONU)
- Présidente:** *M^{me} Larissa Kapitsa, Directrice de l'Unité de coordination des activités opérationnelles (CEE-ONU)*
- 10 h 30 - 11 h 30 **PREMIÈRE SÉANCE: Diversité et similarité des expériences personnelles: Galerie de portraits d'éminentes dirigeantes d'entreprises**
- Président:** *M. Antal Szabo, Conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME (CEE-ONU)*
- Animatrice:** *M^{me} Cornelia Rotaru, Directrice générale de la Chambre de commerce et de l'industrie (Roumanie)*
- *M^{me} Gisèle Rufner, Fondatrice de «DELANCE», lauréate de l'Oscar de l'idée en or (2000) décerné par l'Association suisse pour l'idée et l'innovation (Suisse)*
 - *M^{me} Meltem Kurstan, Directrice générale de «Kurstan Pharmaceuticals» (Turquie)*
 - *M^{me} Bozena Batycka, propriétaire de «Epocca» (Pologne)*
 - *M^{me} Ratkan Israilova, Fondatrice de la mutuelle de crédit «Kairat-Bol» (Kirghizistan)*
- 11 h 30 - 13 h 00 **DEUXIÈME SÉANCE: Réseaux de femmes chefs d'entreprise dans la région de la CEE: partenariats, création d'institutions, accès à l'information, et services d'aide au développement des entreprises**
- Présidente:** *M^{me} Ewa Ruminska-Zimny, Conseillère régionale pour la parité entre les sexes dans l'économie (CEE-ONU)*
- Animatrice:** *M^{me} Dunja Pastizzi-Ferencic, Conseillère principale, Conseil des relations économiques internationales, sacrée meilleure chef d'entreprise de l'année 2000 (Croatie)*
- *M^{me} Cristina Grigorescu, Directrice générale de «Kasta Metal», et Présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise (Roumanie)*
 - *M^{me} Lubica Mandicova, Directrice exécutive de «Prospecta», Centre de développement de la gestion, fondatrice de CEBWA (Slovaquie)*

- **M^{me} Ewa Lisowska**, Présidente du Forum international des femmes (Pologne)
- **M^{me} Marta Turk**, Présidente de l'Association des entrepreneurs slovènes, lauréate du prix européen de la meilleure réalisation féminine de l'année 2001 (Slovénie)
- **M^{me} Nino Elizbarashvili**, Présidente de l'Association géorgienne des femmes d'affaires (Géorgie)
- **M^{me} Conchita Poncini**, Représentante de la Fédération internationale des femmes des carrières libérales et commerciales et de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (Suisse)

13 h 00 - 15 h 00

Pause déjeuner

15 h 00 - 16 h 30

TROISIÈME SÉANCE: Difficultés rencontrées par les femmes chefs d'entreprise: accès à la technologie et aux marchés étrangers

Présidente: **M^{me} Larissa Kapitsa**, Directrice de l'Unité de coordination des activités opérationnelles (CEE-ONU)

Animateur: **M. Andrew Fiddaman**, Associate Director, Prince of Wales International Business Leaders Forum (Royaume-Uni)

- **M^{me} Marianne Dott-Kallenius**, Chambre de commerce de la Suède (Est) (Suède)
- **M^{me} Nedyalka-Nelly Popova**, propriétaire et Directrice générale de Apple Center (Bulgarie)
- **M^{me} Saida Iskakova**, Directrice de NPO «Microcredit» (Kazakhstan)
- **M^{me} Olga Apatenko**, Chef du Département principal du Comité d'État de l'Ukraine chargé des politiques de réglementation et de l'entrepreneuriat (Ukraine)
- **M. Gerry Finnegan**, expert principal du développement de l'entrepreneuriat féminin, Organisation internationale du travail (OIT)
- **M^{me} Hanne T. Laugesen**, Chef du Département des conférences et responsable des questions relatives aux femmes, Union internationale des télécommunications (UIT)

17 h 30 - 18 h 00

SÉANCE DE CLÔTURE: Mesures à prendre dans l'immédiat pour mieux tirer parti de la dimension régionale de la CEE-ONU dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat féminin

Présidente: **M^{me} Danuta Hübner**, Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Secrétaire exécutive (CEE-ONU)

18 h 30

Réception donnée par la CEE-ONU

Annexe II

DÉCLARATION DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE DE LA CEI PARTICIPANT AU PREMIER FORUM DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE DE LA RÉGION DE LA CEE-ONU

Nous, femmes chefs d'entreprise venues des pays dont l'économie est en transition et réunies au Palais des Nations, à Genève, le 22 octobre 2001, à l'occasion du Premier Forum des femmes chefs d'entreprise de la région de la CEE, considérons que l'entrepreneuriat féminin fait désormais partie intégrante de l'activité économique mondiale.

Des milliers de petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes opèrent avec succès sur les marchés nationaux et internationaux, assurant une production compétitive et de qualité.

Se comportant vis-à-vis de leur entreprise comme s'il s'agissait de leurs propres enfants, elles les portent avec une attention et un amour qui forcent le respect et l'admiration.

Représentantes du milieu des petites et moyennes entreprises dans leurs pays, elles sont aussi un espoir et un appui solide pour l'État, qui ne les a pas toujours comprises et ne les a pas toujours soutenues comme elles le méritaient.

Nous, dirigeantes d'entreprises ici présentes, demandons instamment une nouvelle fois à nos gouvernements respectifs d'accorder une plus grande attention aux femmes qui, dans nos pays comme dans le reste du monde, constituent la moitié de la population et qui assurent les arrières et contribuent au fonctionnement quotidien des entreprises publiques et privées, tout en assumant la responsabilité du renouvellement de la population.

Alors que nos pays traversent des années difficiles marquées par de profondes transformations des structures sociales, nous avons démontré que nous sommes capables non seulement de survivre, mais aussi de créer des entreprises et des emplois et de fournir des produits et services dont la qualité n'a rien à envier à ceux de nos concurrents étrangers.

Le moment est venu pour nos gouvernements d'apporter un soutien plus actif à l'entrepreneuriat féminin et ce dans les secteurs d'activité les plus divers. Ce soutien doit avant tout se traduire par une facilitation de l'accès des femmes chefs d'entreprise aux sources de financement, aux commandes de l'État, aux produits semi-finis et aux matières premières, à l'information relative aux marchés et, enfin, aux nouvelles technologies. Un tel appui est indispensable non seulement pour rétablir la parité entre hommes et femmes mise à mal depuis dix ans, mais aussi pour accroître les moyens techniques et la compétitivité des entreprises dirigées par des femmes.

La nécessité du soutien des pouvoirs publics est d'autant plus évidente lorsqu'on considère la situation actuelle de la famille et l'avenir de nos enfants.

Nous réclamons également l'appui de l'ensemble des organisations et institutions financières internationales, des organismes bilatéraux d'aide au développement, des associations et des fondations à but non lucratif.

Nous invitons les femmes des autres pays de la région à collaborer avec nous, à nous faire part de leurs expériences et à s'associer avec nous dans le cadre de partenariats pour des projets communs dont la finalité sera de contribuer au développement durable de la région, de faciliter l'élimination des tensions sociales, de prévenir les conflits et de stabiliser le contexte politique général.

Nous nous adressons à toutes les femmes qui souhaitent entreprendre une activité, mais qui éprouvent des difficultés à réaliser leurs projets: nous, les participantes à ce Forum, avons aussi connu le doute. Nous aussi avons tout perdu et recommencé. Beaucoup d'entre nous ont dirigé leur affaire sans le soutien des hommes et avec des enfants à leur charge. De dépit, nous avons parfois baissé les bras, mais nous nous sommes ressaisies et la chance nous a souri.

Nous avons résisté et nous vous invitons à suivre notre exemple, à créer votre propre entreprise, à rechercher un soutien auprès de femmes plus expérimentées, à vous unir en faisant passer au second rang vos ambitions personnelles et en considérant que c'est seulement ensemble que nous connaissons de grandes victoires.

Nous devons comprendre que seuls nos succès pourront contraindre nos gouvernements à nous considérer comme une force à part entière dans l'élaboration de leurs politiques économiques et sociales.

Nous, les participantes au Forum, appuyons sans réserve les initiatives prises par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe en vue de constituer un cybermarché, de promouvoir le développement des moyens et capacités électroniques des entreprises dirigées par des femmes pour leur ouvrir l'accès au commerce mondial, de créer un fonds CEE-ONU d'aide à l'entrepreneuriat féminin, et de développer un réseau régional d'associations de femmes chefs d'entreprise destiné à aider les membres de ces associations à faire en sorte que leurs entreprises répondent aux exigences du troisième millénaire.

Annexe III

PROPOSITIONS

formulées par les dirigeantes d'entreprises d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie participant au Premier Forum des femmes chefs d'entreprise de la région de la CEE-ONU

Ayant examiné les problèmes et les perspectives de l'entrepreneuriat féminin dans les trois pays du Caucase méridional et considérant la communauté d'intérêts et d'objectifs en matière de développement de l'entrepreneuriat féminin, les participantes sont convenues de créer un groupe d'initiative qui aurait pour but de travailler en coopération avec la Conseillère régionale de la CEE-ONU pour la parité entre les sexes dans l'économie.

Les participantes proposent que le Groupe d'initiative se compose de quatre représentantes par pays, dont une coordonnatrice pour chaque pays.

Missions et objectifs du Groupe d'initiative:

1. Définir un ensemble de mesures axées sur le développement de l'entrepreneuriat féminin dans les pays du Caucase méridional et élaborer des propositions concrètes à l'attention de la CEE-ONU.
2. Convenir d'une position pour chaque pays et définir une position commune pour l'ensemble de la région.
3. Soumettre les candidatures de dirigeantes d'entreprises et de responsables d'associations professionnelles de femmes susceptibles de suivre une formation qui leur permette de donner une formation de base à d'autres femmes.
4. Organiser localement une formation destinée aux femmes chefs d'entreprise.
5. Organiser la défense des intérêts des femmes chefs d'entreprise au niveau de l'État et des organes législatifs.

Compte tenu des propositions élaborées par le Groupe d'initiative dans le cadre d'une rencontre informelle tenue à Genève du 22 au 26 octobre 2001, les participantes proposent d'élaborer un projet régional d'appui et de coopération au développement de l'entrepreneuriat féminin dans les pays du Caucase méridional.

Les participantes proposent d'organiser des rencontres annuelles des membres du Groupe d'initiative, au siège de la CEE-ONU à Genève, afin de définir les mesures concrètes à prendre par la suite dans le cadre du projet.

Les participantes invitent la CEE-ONU à aider le Groupe d'initiative à obtenir davantage d'informations concernant le développement du secteur des petites et moyennes entreprises et à mettre en valeur et récompenser les meilleures dirigeantes d'entreprises de la région.

Les participantes demandent à la CEE-ONU de faire appel au potentiel, aux possibilités et aux connaissances des membres du Groupe d'initiative pour réaliser une étude dans le cadre des activités de l'Équipe de spécialistes de l'entrepreneuriat féminin du WP.8.
